

L'occupation de la Syrie par les États-Unis est maintenant officielle

7309 vues 23 août 2016 [20 commentaires](#) [Moyen-Orient Réseau International](#)



NOUVELLE DE DERNIÈRE MINUTE

« Voici un dangereux événement historique dont la survenue ne fait qu'augmenter le risque d'une guerre totale. »

Au cours des dernières 24 heures, les États-Unis ont rendu très clair leur statut de force d'occupation hostile en Syrie.

Hier, les USA ont transmis un communiqué au gouvernement légitime de la Syrie et à la coalition anti-terroriste essentiellement russe qui assiste les Syriens. Ce communiqué fait savoir que les USA ont prélevé à leur usage une bande du territoire syrien, qu'ils entendent occuper militairement en y maintenant des troupes en service actif, des forces d'opérations spéciales, des conseillers, des mécaniciens et des unités de soutien ; ils ont également décrété une zone d'exclusion aérienne (« *no fly zone* ») et averti qu'ils abattraient tout avion syrien ou russe qui survolerait cet espace réservé [*au-dessus de la zone déclarée « zone kurde autonome », N.éd*].

Comme le rapporte RT, le commandant des forces US en Irak et en Syrie, le lieutenant-général Stephen Townshend a déclaré : « *Nous avons informé les Russes d'où nous en sommes (where we're at...)... ils nous ont dit qu'ils en avaient informé les Syriens, et tout ce que j'ai à dire est que nous nous défendrons si nous nous sentons menacés* ». Depuis lors, comme le rapporte Reuters, les affrontements entre forces kurdes et syriennes se sont intensifiés.

Un certain nombre d'analystes avaient prévu que les USA adopteraient cette voie, étant donnés les succès de la campagne des Syriens et de leurs alliés russes en général et de la détérioration des relations américano-turques en particulier, celles-ci entraînant la possibilité, pour les Américains, de perdre l'accès à la base d'Incirlik, le tout s'ajoutant à la situation

désastreuse des forces takfiristes bloquées dans Alep. Différentes agences d'information internationales font déjà circuler une version de l'histoire qui présente le communiqué des forces US comme « une mise en garde à la Russie et à la Syrie » (CNN) ou une « menace défensive » (IBT), mais elles omettent de préciser l'aspect *de facto* de ce développement. Elles ne croient pas devoir mentionner non plus que la déclaration officielle des États-Unis viole outrageusement les lois internationales et que ce qu'elle annonce n'est rien d'autre que l'occupation illégale d'un état souverain.

Les observateurs ont compris depuis longtemps que la raison pour laquelle les USA ont financé et soutenu à la fois ISIS et les forces kurdes était qu'ils voulaient se servir d'ISIS comme vaincu de substitution, virtuel ou réel, pour ensuite découper une tranche de Syrie à occuper sous le prétexte d'y former un état kurde indépendant. En prévision de quoi d'ailleurs, des représentants de la « région autonome kurde » ont annoncé anti-constitutionnellement et unilatéralement sa fédéralisation. Ce tour de passe-passe a été utilisé pour donner une apparence de légalité, si ambiguë soit-elle, à l'annexion d'une « zone grise », afin de pouvoir embrouiller le discours public au niveau des médias. Cependant, les ministres des Affaires étrangères de la coalition anti-terroriste [*la vraie, NdT*], tout comme d'ailleurs les experts en droit international, ne se font aucune illusion sur la déclaration de fédéralisation unilatérale : il s'agit ni plus ni moins que d'une violation de la souveraineté syrienne par l'équivalent d'une république séparatiste, qui n'a pu être rendue possible que par une guerre d'occupation des États-Unis.

Selon les dispositions légales de la Convention de Genève, comme en vertu de tous les accords parallèles, **aucun pays n'a le droit d'occuper ni de morceler un pays souverain, quels que soient les termes que la puissance agresseuse forge pour se justifier.**

Source : <http://www.fort-russ.com/2016/08/breaking-us-occupation-of-syria-now.html>

Traduction : c.l.

En savoir plus sur <http://reseauinternational.net/loccupation-de-la-syrie-par-les-etats-unis-est-maintenant-officielle/#gDHMIQhIWxOvhMum.99>

Quand les journalistes du service public faisaient leur boulot correctement...

Un excellent résumé du conflit syrien réalisé par France 2. Ce reportage au format réduit (6,29 min), nous rappelle, pour ceux qui l'auraient oublié, que les enjeux réels des guerres contemporaines ne sont peut-être pas religieux, humanitaires ou droit de l'homme. Ils seraient même apparemment, plutôt financier et principalement liés aux matières premières, or, diamant, uranium, pétrole, gaz, eau douce... ainsi qu'à leurs voies d'acheminement. Le contrôle des routes commerciales maritimes...



[Quand France 2 faisait encore du journalisme](#)

Mais que signifie le nouvel axe Téhéran-Moscou-Ankara pour l'Occident ?

Encore opposés il y a peu, la Russie, la Turquie et l'Iran semblent décidés à s'allier. Malgré des intérêts parfois divergents, tous trouvent un intérêt commun à ce rapprochement : un pied de nez fait à Washington -et à l'Union européenne dans une moindre mesure- accusés de vouloir régir la politique internationale.

Volte-face

Publié le 23 Août 2016



Téhéran a peu apprécié la publicité faite autour de cette coopération militaire avec les Russes qui venaient juste finir de livrer les derniers systèmes anti-aériens S-300. Crédit wikipédia

Atlantico : Le 3 août dernier, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, et son homologue russe, Vladimir Poutine, se sont rencontrés afin d'entamer un processus de réconciliation. De son côté, l'Iran, qui a autorisé la Russie à utiliser ses bases pour soutenir Damas, se réjouit de ce rapprochement. Pour finir, une rencontre tripartite entre l'Iran, la Russie et la Turquie serait en préparation, Erdogan devrait se rendre à Téhéran sous peu. Sur quels intérêts communs un tel "axe" peut-il se mettre en place ? Quels intérêts ont ces pays à se rapprocher ? Une entente durable entre ces trois puissances est-elle réellement envisageable ? Qu'est-ce que cela pourrait augurer ?

Alexandre Del Valle : Je pense que ce n'est pas forcément une entente qui augure une alliance durable. Mais ce qui est intéressant, c'est de voir que le pragmatisme prime dans cette histoire. Entre l'Iran chiite et la Turquie sunnite, le désaccord sur la Syrie était total. Erdogan voulait défaire le régime syrien et combattre les Kurdes, tandis que l'Iran souhaitait protéger le régime de Bachar el-Assad contre ceux que défendaient les Turcs (Front islamique, Da'ech, Al-Nosra, Ahrar al Sham, Jaich al Fatah, Jaich al-Islam, Légion Mourad Sultan, etc.). De son

côté, la Russie n'était pas tout à fait de l'avis de l'Iran, mais était quand même grosso-modo dans le même camp consistant à défendre le régime syrien, pour défendre ses bases militaires et acquis puis cette place forte en Méditerranée tout comme l'Iran le faisait pour préserver sa profondeur stratégique au Proche Orient dont la Syrie est la porte d'accès. Toutefois, depuis 2016, R. T. Erdogan s'est rendu compte que sa stratégie syrienne pro-jihadistes et pro-Frères musulmans/anti-Assad s'est retournée contre lui et les citoyens turcs attaqués régulièrement par des islamikazes de Da'ech ou des séparatistes kurdes outrés par la lutte d'Ankara contre leurs frères de Syrie. Il a compris que les islamistes sunnites fréristes ou jihadistes qu'il avait trop accueillis et protégés sur son sol ont fini non seulement par menacer son *leadership* à l'intérieur de son pays mais aussi par le brouiller avec un pays avec lequel il ne peut pas se permettre une brouille définitive, la Russie, pour des questions économiques, énergétiques et militaro-politiques. Très malin et fort pragmatique, bien plus souple et capable de changer qu'on ne le pense, Erdogan a alors effectué un virage à 180 degrés. Ce dernier est utile pour lui, parce que les nationalistes en Turquie, notamment certains kémalistes militaires et ultra-nationalistes-conservateurs dont il souhaite se rapprocher pour réaliser une synthèse "islamo-nationaliste", sont plutôt contre les djihadistes, contre sa politique syrienne et contre sa politique anti-Russe. D'ailleurs, les auteurs du coup d'Etat du 16 juillet dernier ont été accusés de faire partie de l'organisation pro-américaine de Fetullah Gülen qui est réfugié aux Etats-Unis et à qui l'on prête la responsabilité des malentendus avec Moscou et de l'avion SU 24 abattu par l'aviation turque en novembre dernier. Pour des raisons de politique interne, d'électoratisme, de réaction par rapport aux attentats perpétrés par les islamistes, mais aussi géopolitiques, Erdogan a compris qu'il devait infléchir un peu, sans se renier toutefois totalement, sa politique en Syrie. Il ne va pas nécessairement devenir un pro-Assad, mais veut être plus souple et est condamné à favoriser une solution de sortie de crise qui passe forcément par un dialogue avec Moscou, Washington, et Téhéran. Il va continuer à défendre les sunnites, mais en dialoguant avec les Russes et les Iraniens pour combattre efficacement Daech et trouver une solution de transition à Damas plus souple que celle qu'il préconisait auparavant lorsqu'il s'était aligné sur celle du Qatar et de l'Arabie saoudite. Rappelons que la Turquie paie très cher le conflit syrien : elle accueille 1,5 million de réfugiés et a régulièrement des attentats sur son sol. De plus, les Kurdes ce sont radicalisés dans un front intérieur qui a, certes, permis à Erdogan de remporter des élections en jouant sur la fibre xénophobe anti-kurde, mais qui ne favorise ni l'image de la Turquie dans le monde, ni l'économie du pays déjà en crise, ni la sécurité intérieure. Ce qui caractérise cette union, c'est donc essentiellement le pragmatisme. Ensuite, les trois ont aussi parfois des vues communes sur l'Occident, qu'ils trouvent "ingérant" et "arrogant". Ces pôles ne sont pas des amis, mais au nom de la *realpolitik*, ils savent qu'ils ont besoin de négocier, de s'arranger entre voisins et partenaires malgré des intérêts localement très différents. Ce n'est pas une convergence d'intérêts, mais la prise de conscience que l'intérêt de chacun consiste à trouver une solution. Ils ont plus à gagner à dialoguer qu'à ne pas dialoguer et leurs économies sont complémentaires et interdépendantes.

Alain Rodier : A la base, c'est le président Recep Tayyip Erdoğan qui est demandeur. Il est l'un des seuls dirigeants politiques au monde à être capable d'infléchir sa politique à 180 degrés et cela sans aucun état d'âme. Il est normal de lui trouver tous les défauts mais au moins, lui, il sait adapter sa stratégie aux événements. En matière de politique étrangère, cela reste toutefois en dehors de tous les usages diplomatiques en cours depuis de longues années. Cela dit, ses interlocuteurs russes et iraniens appelaient aussi de leurs vœux cette volte-face car ils étaient tout à fait disposés à y répondre favorablement. En réalité, tous y trouvent un intérêt commun : un pied de nez fait à Washington -et à l'Union européenne dans une moindre mesure- accusés de vouloir régir la politique internationale. Cela dit, la politique

menée vis-à-vis de Damas par Moscou et Téhéran reste pour l'instant à l'opposé de ce que désire Ankara : la chute de Bachar el-Assad. Certes, le Premier ministre turc, Binali Yildirim, a déclaré que le dirigeant syrien était désormais incontournable et qu'il convenait de discuter avec lui mais, vraisemblablement "grondé" par son président, il s'est repris en affirmant qu'Ankara ne le ferait pas. Cela est vrai ... pour l'instant. La Turquie laisse ce soin à d'autres. Ce sont les dures lois de la diplomatie.

L'entente entre la Russie et l'Iran ne date pas d'hier. Elle devrait perdurer dans l'avenir, ces deux pays se sentant marginalisés intentionnellement par l'Occident et se retrouvant pour faire face aux sanctions économiques imposées. Le fait d'être rejoint par la Turquie ne peut qu'être salubre sur le plan économique mais je ne suis pas certain que les dirigeants russes et iraniens fassent la moindre confiance à Erdoğan qui reste extrêmement imprévisible. En un mot, il n'est pas fiable. Mais à court terme, il est évident que la Turquie peut suppléer dans de nombreux domaines, aux embargos imposés à la Russie et à l'Iran.

Enfin, l'utilisation de la base aérienne iranienne d'Hamadan par les Russes pour aller bombardier la Syrie n'est pas vraiment une première mais alors, personne n'en n'avait fait la publicité alors qu'elle avait déjà servi d'escale technique en octobre 2015. Sur le plan purement opératif, l'Iran est surtout utile en tant que base de ravitaillement en carburant voire en munitions. A ce jour, il paraît exclu que les Russes bénéficient d'une "base permanente" avec toute la logistique que cela implique. Il convient d'attendre la confirmation de cette affaire, rien n'échappant aux photos aériennes même civiles. Ce que l'on sait, c'est que Téhéran a peu apprécié la publicité faite autour de cette coopération militaire avec les Russes qui venaient juste finir de livrer les derniers systèmes anti-aériens S-300. La suite au prochain épisode...

Le ministre des Affaires étrangères turc Mevlut Cavusoglu a annoncé que le secrétaire d'Etat des Etats-Unis John Kerry était attendu ce 24 août à Ankara. Où en est aujourd'hui la relation entre les Américains et les Turcs ? Comment Washington risque-t-elle de prendre un rapprochement de leurs alliés avec les rivaux iraniens et russes ? De manière plus large, quelles seraient les conséquences d'un tel rapprochement entre Téhéran, Moscou et Ankara sur les pays occidentaux ?

Alexandre Del Valle : Les conséquences ne seront pas terribles. Cela ne sera pas une alliance qui nuira nécessairement aux intérêts de l'Occident. C'est une alliance pragmatique essentiellement liée au conflit syrien et aux questions économique-énergétiques. Ankara a besoin de l'énergie et du tourisme russe et russophone ; Moscou a besoin des équipements et biens manufacturés ou agricoles turcs. Tous ces aspects sont à prendre en considération. Pour ce qui concerne les Etats-Unis, je pense qu'Erdoğan joue un jeu très intelligent qui consiste à faire monter les enchères. Il n'a toujours pas dénoncé ses alliés de l'Otan et la Turquie s'est réconciliée avec Israël. Ce n'est donc pas du tout une rupture totale avec l'Occident et ses alliés. Mais c'est une manière de faire comprendre aux Occidentaux qu'ils devront prendre en compte leur vision des choses et qu'il y a une alternative à l'Union européenne. En plus, Erdoğan cherche des avantages : en échange d'un éloignement de la Russie et de l'Iran, il va demander des garanties vis-à-vis de l'Union européenne, sur les questions des visas ou des réfugiés ; de Chypre et de plusieurs autres dossiers en cours. Les Etats-Unis ont trop besoin de la Turquie et ils ne peuvent absolument pas les exclure de l'Otan ou des alliances panoccidentales. Erdoğan sait que plus il ira vers l'Iran et la Russie, plus les Américains lui fourniront des garanties et avantages compensatoires pour les faire revenir un peu plus vers

eux. Avoir une géopolitique dans une direction ne veut pas dire qu'on ne peut pas également aller dans une autre direction. La géopolitique est de ce point de vue multidirectionnelle. Regardez la géopolitique de l'Inde : elle est totalement multidirectionnelle et multipolaire, tantôt pro-occidentale, tantôt pro-russe, tantôt avec les BRICS, l'OCS, très liée sécuritairement aux Etats-Unis et à Israël mais champion des Non-Alignés, etc. Demain, Poutine lui-même peut très bien s'entendre avec un président américain moins formaté par la Guerre froide et plus ouvert, dès lors qu'il y aura des convergences de vue. La géopolitique est le domaine par excellence des paradoxes apparents, elle est tout sauf manichéenne. Cela ne signifie donc pas que c'est la guerre contre l'Occident et que cette "triplice" Moscou-Téhéran-Ankara va se liguer contre l'Occident. Nous sommes dans un monde multipolaire où chacun d'une manière très réaliste va, en raison d'une *realpolitik*, défendre ses intérêts et discuter sans moralisme avec tous ceux qui y correspondent. L'Occident devrait y prendre de la graine, et remplacer son moralisme droit-de-l'homme-moralisateur qui nuit à ses intérêts et fait monter la haine envers lui par un pragmatisme et une défense de ses intérêts géocivilisationnels propres sans complexe. L'Europe serait plus respectée par Erdogan si elle réagissait comme Poutine l'a fait lorsque le néo-Sultan fait du chantage ou va trop loin.

Alain Rodier : Les relations entre la Turquie et les Etats-Unis sont aujourd'hui exécrables. La confiance n'existe plus. Erdoğan accuse Washington d'accueillir Fethulah Gülen sur son sol depuis 1999 (ce qui est parfaitement exact) et d'avoir participé, du moins indirectement, à la tentative de coup d'Etat militaire. Cette dernière assertion est fautive même si les services de renseignement américains devaient savoir qu'il y avait anguille sous roche (c'est leur rôle de savoir, pas de transmettre l'information, même à des pays "alliés"). Ils n'étaient d'ailleurs pas les seuls, tout observateur un peu attentif attendant le quand et le où. Il suffisait d'analyser la situation explosive en Turquie pour se douter qu'un putsch pouvait survenir à tout moment. Ce qui a vraiment étonné, c'est son amateurisme qui a conduit à son échec. Si l'on s'en tient aux faits, il semble évident que les services turcs (le MIT), dont le professionnalisme est reconnu par tous les initiés, étaient aussi au parfum.

Ankara a toujours fait du chantage dans ses relations internationales. Un coup ce sont les liens avec les Etats-Unis qui sont privilégiés, un coup c'est l'entrée dans l'Union européenne (les dirigeants turcs sont tout sauf des naïfs, ils n'y ont jamais vraiment cru), un coup ce sont les relations avec les pays arabes (mais là il convient de prendre en compte le réel sentiment négatif qu'entretiennent les Turcs vis-à-vis de ces peuples jadis soumis dans l'empire Ottoman) et enfin, il y a les relations avec les pays turcophones s'étendant jusqu'en Chine qui ont été à la mode. Pour ces derniers, cela a été un échec patent à l'exception notable de l'Azerbaïdjan. La Turquie a toujours réussi à jouer les uns contre les autres. Il n'y a pas de raison que cela change aujourd'hui.

De façon plus localisée, quelles seraient les conséquences d'un tel rapprochement sur les autres puissances du Moyen-Orient, et plus particulièrement pour l'Arabie Saoudite ?

Alexandre Del Valle : Nous croyons souvent que l'Arabie Saoudite étant l'ennemi juré de l'Iran et de la Russie, aucune discussion n'est possible ou logique entre eux ; mais c'est plus compliqué que cela, car les négociations, discussions, tractations sont toujours possibles, même en temps de guerre. Certes, l'Arabie Saoudite s'oppose évidemment à l'Iran, tant en Syrie, en Irak qu'au Proche Orient, et ses relations avec la Russie ne sont pas si simples, et leurs intérêts divergent totalement en Syrie ou dans le Caucase. Mais Moscou reçoit régulièrement des hauts dignitaires et princes saoudiens, et elle tient toujours à les associer, par réalisme, à des pourparlers sur la Syrie ou sur l'Iran. La diplomatie n'est pas faite que pour

dialoguer avec ses amis, mais aussi avec ses ennemis ! Les Russes sont très pragmatiques et souhaitent trouver une solution aux problèmes de la région. Ils n'ont pas les moyens de rester dix ans en conflit en Syrie, cela coûte trop cher et le risque de s'embourber peut coûter cher en politique intérieure également. Je pense que ce rapprochement entre ces trois pays est plutôt positif. Mais n'oublions pas que parallèlement, les Russes dialoguent avec les Américains et les Saoudiens. Il y a plus de chances aujourd'hui de trouver une solution en Syrie parce qu'avant personne ne se parlait. Les Russes ne communiquaient pas assez avec les Occidentaux, qui eux-mêmes diabolisaient le Kremlin. L'Iran était totalement boycotté dans les pourparlers sur la Syrie. Depuis un an et demi, l'Arabie Saoudite a été conviée à des réunions avec les Russes et avec les Turcs. Et la position de la Russie est prise en considération maintenant par Washington. Il y a donc quand même un progrès, mais qui arrive 100 000 morts plus tard ... Je pense que nous ne pourrions vaincre Daech, al-Nosra et les mouvements djihadistes radicaux que si nous agissons de manière pragmatique et si tous les acteurs se réunissent. C'est ce que nous proposons dans *Comprendre le chaos syrien*, co-écrit avec Randa Kassis en 2016 (deuxième tome). L'erreur a été d'exclure un certain nombre d'acteurs très importants comme l'Iran.

Alain Rodier : Les conséquences sont catastrophiques pour Riyad qui, de plus, est complètement englué dans le conflit yéménite qui l'oppose, par tribus al-Houthi interposées, à Téhéran. Cela dit, les relations entre Ankara et Riyad restent extrêmement formelles et peu gratifiantes des deux côtés. La suite risque donc d'être sans réelle influence pour les deux pays. Il convient aussi de rappeler que le président Erdoğan est proche, pour ne pas dire plus, des Frères musulmans qui ne sont pas les bienvenus en Arabie Saoudite. Pour le moins, ce n'est donc pas le grand amour qui est de mise entre les différents dirigeants.

Le parlement turc vient de ratifier un accord normalisant les rapports avec Israël, après six ans de brouilles entre les deux pays. Tel-Aviv a en outre indiqué que l'Iran respectait l'accord sur le nucléaire conclu l'an dernier avec les grandes puissances. Quel peut être ici l'intérêt défendu par Israël ?

Alexandre Del Valle : Israël sait très bien qu'il n'y a pas d'autres solutions, même si certains pro-Israéliens l'ont dénoncé. Ils sont pragmatiques. Cet accord est un moindre mal. Si Israël était en mesure de bombarder l'Iran et de l'éradiquer, il l'aurait déjà fait. Vu que cela n'est pas possible ni certain d'être efficace pour l'heure, sa seule solution est de retarder, voire d'empêcher ce programme nucléaire, de manière plus multilatérale. Israël a intérêt à accepter ce qui s'est passé et à garder la Turquie comme alliée face à l'Iran. Cette alliance est fondamentale pour les deux pays : échanges, espaces aériens, matériel sophistiqué, coopération militaire-sécuritaire, stratégique et économique, etc. Cela montre bien que dans le monde multipolaire, les alliances ne sont pas manichéennes. Il n'y a pas d'un côté le Monde libre comme sous la Guerre froide et de l'autre ses ennemis. Il y a des Etats qui ont des intérêts et qui agissent de manière pragmatique. Ils peuvent alors être à la fois amis de l'Occident et de la Russie, comme Israël. Poutine s'est fortement rapproché de Netanyahu également ces dernières années, malgré l'énorme différend concernant le Hezbollah et l'Iran et la gestion de la crise syrienne. Mais des accords de non-nuisance réciproque et d'évitement ont été trouvés sur terre et dans le ciel entre les deux armées afin de conjurer tout dérapage. Il règne entre eux une assez bonne entente. Ils n'ont pas du tout les mêmes intérêts en Syrie, mais ont coordonné leurs actions, et convergent sur d'autres points, notamment la question de la diaspora russophone énorme en Israël qui est un vecteur d'influence pour Moscou. De même, Israël se rapproche de la Turquie qui elle-même se rapproche de l'Iran. Non pas parce

qu'il y a une contradiction, mais parce qu'ils vont traiter certains dossiers avant l'Iran et d'autres avec Israël. C'est de la géopolitique pure, il n'y a pas de moralisme manichéen. Chaque cas est traité de façon propre. Nous pouvons être "ami" avec tel pays sur un sujet et être "ami" avec un autre pays sur un autre sujet, même si le mot ami n'a pas du tout le même sens que dans l'amitié... Aucun Etat n'est "vexé" ou surpris par cela. Israël comprend très bien que la géopolitique est de la *realpolitik*. Il agit de la même manière. Nous savions d'ailleurs très bien que la brouille entre la Turquie et Israël n'allait pas durer très longtemps. Cela était écrit. Tous les experts savaient que la brouille provoquée de façon théâtrale par Erdogan entre 2008 et 2010 avec Israël avait pour objectif d'assois sa popularité à l'intérieur et son *leadership* panislamiste-sunnite de néo-sultan à l'extérieur, mais les armées des deux pays n'ont jamais été brouillées de manière définitive.

Alain Rodier : Il y a eu une réelle coopération entre Israël et la Turquie jusqu'à l'arrivée du gouvernement islamique "modéré" en Turquie en 2003. La situation s'est alors progressivement dégradée jusqu'à l'affaire du *Navi Marmara*, un navire battant pavillon comorien mais affrété par des humanitaires turcs. En 2010, il a voulu briser le blocus de la bande de Gaza et a connu un épilogue tragique avec la mort de neuf citoyens turcs lors de l'intervention des forces de sécurité israéliennes. Depuis, les relations entre les deux Etats étaient gelées. Après moult tractations, un accord a été trouvé en août 2016 pour reprendre des relations normales. Cela va certainement pendre du temps mais Israël présente de nombreux intérêts pour la Turquie : ses touristes (alors que la Turquie connaît une crise sans précédent dans ce domaine), ses armements et son gaz. En échange, la Turquie est un pôle incontournable dans la région pour Israël, en particulier dans le domaine du renseignement qui reste une priorité pour l'Etat hébreu.

Après Israël, la Turquie semble vouloir aussi normaliser ses relations avec l'Egypte qui était vouée aux gémonies depuis que le maréchal président Sissi avait débarqué les Frères musulmans. Il faut attendre pour voir mais il ne serait pas étonnant que tout cela s'améliore connaissant le pragmatisme du président Erdoğan. Et puis, la Russie, l'Iran et Israël ne sont pas "noyautés" par le mouvement Gülen, ce qui ne peut que jouer en leur faveur aux yeux d'Erdoğan qui semble faire une véritable fixation sur son ancien allié qui l'a aidé à parvenir au pouvoir.

Il n'en reste pas moins que ces grandes manœuvres diplomatiques ne parviennent pas à cacher le désarroi dans lequel se trouve aujourd'hui le pouvoir en place à Ankara. Il vient de décapiter l'armée, la police, l'éducation, la justice, la presse ... Cela va provoquer des dysfonctionnements gravissimes dans la fonction publique et un manque d'efficacité dans sa politique sécuritaire et économique. Les séparatistes kurdes du PKK et les islamistes radicaux (dont Daech) l'ont bien compris. Tant que le pouvoir s'en prend à la confrérie Gülen accusée de tous les maux (en particulier d'être de "mauvais musulmans"), les adversaires de l'Etat centralisé turc vont pouvoir s'en donner à cœur joie. Et ce n'est certainement pas dans l'intérêt de l'Occident de voir ce grand pays tourner en déliquescence. En effet, la guerre déclenchée contre les salafistes-djihadistes et la gestion des flux migratoires pourraient en pâtir considérablement.



Alexandre Del Valle

Alexandre del Valle est un géopolitologue et essayiste franco-italien. Ancien éditorialiste (France Soir, Il Liberal, etc), il intervient pour le groupe Sup de Co La Rochelle et des institutions patronales et européennes et est chercheur associé au CPFPA (Center of Foreign and Political Affairs). Il a publié plusieurs essais en France et en Italie sur la faiblesse des démocraties, les guerres balkaniques, l'islamisme, la Turquie, la persécution des chrétiens, la Syrie et le terrorisme.

Il est notamment auteur des livres Le Chaos Syrien, printemps arabes et minorités face à l'islamisme (Editions Dhow 2014), Pourquoi on tue des chrétiens dans le monde aujourd'hui ? : La nouvelle christianophobie (éditions Maxima), Le dilemme turc : Ou les vrais enjeux de la candidature d'Ankara (Editions des Syrtes) et Le complexe occidental, petit traité de déculpabilisation (Editions du Toucan).



Alain Rodier

Alain Rodier, ancien officier supérieur au sein des services de renseignement français, est directeur adjoint du Centre français de recherche sur le renseignement (CF2R). Il est particulièrement chargé de suivre le terrorisme d'origine islamique et la criminalité organisée.

Il est l'auteur en 2015 de "Grand angle sur les mafias" et de " Grand angle sur le terrorisme" aux éditions UPPR (uniquement en version électronique), en 2013 "le crime organisé du Canada à la Terre de feu", en 2012 "les triades, la menace occultée", ces deux ouvrages parus aux éditions du Rocher, en 2007 de "Iran : la prochaine guerre ?" et en 2006 de "Al-Qaida. Les connexions mondiales du terrorisme" aux éditions ellipse, Il a également participé à la rédaction de nombreux ouvrages collectifs dont le dernier "la face cachée des révolutions arabes" est paru chez ellipses en 2012. Il collabore depuis plus de dix ans à la revue RAIDS.

Read more at <http://www.atlantico.fr/decryptage/mais-que-signifie-nouvel-axe-teheran-moscou-ankara-pour-occident-alexandre-del-valle-alain-rodier-2799547.html#6v1fQsZFCohQieWV.99>



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

DÉLÉGATION À L'INFORMATION ET À LA COMMUNICATION DE LA DÉFENSE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le lundi 22 août 2016

Jeux Olympiques de Rio 2016

Le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, salue les performances de l'Armée de Champions

Le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, adresse ses plus vives félicitations à l'Armée de Champions pour ses brillants résultats aux Jeux Olympiques de Rio 2016.

Durant la compétition, l'Armée de Champions, composée de 37 athlètes et engagée dans 16 disciplines, a remporté 12 médailles dont trois titres olympiques en équitation, en escrime et en voile, sept médailles d'argent en escrime, en judo, en natation, en pentathlon moderne et en tir ainsi que deux médailles de bronze en cyclisme et en voile.

Après des Jeux Olympiques de Londres où les sportifs de haut-niveau de la Défense avaient déjà glané sept médailles, les performances atteintes à Rio constituent un nouveau record et soulignent la pertinence de la politique des sports voulue et mise en place par le ministre.

Le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, salue ainsi le niveau d'excellence atteint par ces champions qui ont été de dignes ambassadeurs de l'ensemble du ministère. Par leurs résultats exceptionnels et leur engagement de chaque instant, ils contribuent à renforcer encore le lien entre nos armées et la Nation.

Le ministre tient également à remercier tous les acteurs du ministère, notamment le Centre National des Sports de la Défense, pour leur travail et leur soutien à l'ensemble des athlètes de l'Armée de Champions engagés à Rio.

Du 7 au 18 septembre prochains, 14 autres sportifs de l'Armée de Champions

engagés dans huit disciplines concourront aux Jeux Paralympiques de Rio 2016. L'ensemble de la communauté Défense les assure d'ores et déjà de son plein soutien afin de porter toujours plus haut les couleurs françaises.

A leur retour, le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, recevra les athlètes pour les féliciter et les assurer de son engagement total à développer davantage le sport de haut-niveau au sein du ministère.

Les athlètes de l'Armée de Champions médaillés aux Jeux Olympiques de Rio 2016 :

Médaillés d'or :

- Lieutenant-colonel (T) **Thibaut VALLETTE** – Concours complet d'équitation par équipe
- Gendarme adjoint volontaire (G) **Daniel JERENT** – Escrime épée par équipe
- Quartier maître de 2e classe **Charline PICON** – Voile RS :X F

Médaillés d'argent :

- Maréchal des Logis (T) **Florent MANAUDOU** – Natation – Relais 4x100m nage libre et 50m nage libre
- Brigadier (G) **Clarisse AGBEGNENOU** – Judo moins de 63 kg
- Soldat (T) **Audrey TCHEUMEO** – Judo moins de 78 kg
- Aviateur (A) **Enzo LEFORT** – Escrime fleuret par équipe
- Gendarme adjoint volontaire (G) **Jean QUIQUAMPOIX** – Tir au pistolet – Vitesse 25m
- Brigadier-chef (G) **Elodie CLOUVEL** – Pentathlon moderne

Médaillés de bronze :

- Soldats (T) **Michael D'ALMEIDA et François PERVIS** – Cyclisme piste – Vitesse par équipe
- Quartier maître de 1ère classe **Mathilde LECOINTRE et matelot Hélène DEFRANCE** – Voile – Dériveur 470

JO 2016 : Trente-sept sportifs militaires français aux Jeux olympiques de Rio.

Posté le lundi 22 août 2016



Sur les 396 sportifs français qui ont participé aux Jeux olympiques de Rio, la délégation de l'*Armée de champions*, comme l'appelle le ministère de la Défense, était composée de 15 sportifs de haut niveau de l'armée de terre, 2 de l'armée de l'air, 8 de la marine nationale et 12 de la gendarmerie nationale (il faut ajouter 7 remplaçants) soit 44 sportifs qui se sont alignés dans 16 disciplines. Tous ces athlètes (à une exception près) font partie du CNSD de Fontainebleau, le Centre national des sports de la Défense, l'ancien fameux Bataillon de Joinville.

Voici la liste complète et les 12 médailles remportées :

Rouge : or

Bleu : argent

Vert : bronze

Athlétisme :

- Soldat Vanessa Boslak, perche (née à Lesquin).
- Caporal-chef Yoann Kowal, 3 000 m steeple.
- Gendarme adjoint volontaire Renelle Lamote, 800 m.

Aviron :

- Matelot Dorian Mortelette, deux sans barreur (né à Armentières).

Boxe :

- Soldat Christian M'Billi-Assomo-Hallier, catégorie -75 kg.

Canoë-kayak :

- Aviateur Sarah Guyot, course en ligne monoplace 200 m.

Cyclisme sur piste :

- **Soldat Michael D'Almeida, vitesse par équipes, keirin.**
- Soldat François Pervis, vitesse par équipes, keirin.

Cyclisme sur route et VTT :

- Brigadier Pauline Ferrand-Prévoit, course en ligne sur route et cross-country en VTT.

Equitation :

- **Lieutenant-colonel Thibaut Vallette, concours complet, IFCE Saumur (Institut français du cheval et de l'équitation).**

Escrime :

- **Gendarme-adjoint volontaire Daniel Jérent, épée.**
- **Aviateur Enzo Lefort, fleuret.**

Haltérophilie :

- Caporal Benjamin Hennequin, catégorie - 85 kg.

Judo :

- **Brigadier Clarisse Agbegenou, catégorie - 63 kg.**
- Soldat Audrey Tcheuméo, catégorie - 78 kg.

Lutte :

- Soldat Zelimkhan Khadjiev, libre - 74 kg.

Natation :

- Brigadier Charlotte Bonnet, 100 m et 200 m nage libre.

- Brigadier-chef Mélanie Hénique, 50 m nage libre.

- Maréchal des logis Florent Manaudou, 50 m nage libre et relais 4x100 m NL.

Pentathlon moderne :

- Gendarme adjoint volontaire Elodie Clouvel.

- Gendarme adjoint volontaire Valentin Belaud.

Taekwondo :

- Soldat Yasmina Aziez, catégorie - 49 kg.

- Lieutenant gendarmerie Gwladys Epangue, catégorie + 67 kg.

Tir :

- Soldat Céline Goberville, pistolet 10 m.

- Gendarme adjoint volontaire Jean Quiquampoix, pistolet 25 m vitesse.

- Gendarme Cyril Graff, carabine 50m 60 balles couché et 50m 3 positions.

- Caporal-chef Anthony Terras, skeet olympique.

Triathlon :

- Gendarme adjoint volontaire Audrey Merle, individuel courte distance.

- Soldat Dorian Coninx, individuel courte distance.

- Caporal Pierre Le Corre, individuel courte distance.

Voile :

- Matelot Hélène Defrance, 470.

- Quartier-Maître de 1re classe Camille Lecointre, 470.

- Second Maître Billy Besson, NACRA 17.

- Matelot Marie Riou, NACRA 17.
- Second Maître Jonathan Lobert, finn.
- Matelot de 1re classe Jean-Baptiste Bernaz, Laser.
- **Quartier Maître de 2e classe Charline Picon, planche à voile.**

LIBRE PROPOS du Général (2s) PONCET : L'Islam en France plutôt que l'Islam de France.

Posté le mardi 23 août 2016



A la suite de l'attentat de Saint-Etienne-du-Rouvray, *le Journal du Dimanche* a publié une longue déclaration du Premier ministre, Manuel Valls, intitulée « *Reconstruire l'Islam de France* ». En bas de page figurait une seconde déclaration d'une quarantaine de signataires se déclarant prêts à assumer leurs responsabilités en tant que français et musulmans.

Parmi eux, madame la sénatrice de Paris Bariza Khiari qui est intervenue à plusieurs reprises sur les ondes. Elle a notamment rapporté une discussion avec un « jeune » qui lui avait dit : « *On a détruit Damas, on a détruit Bagdad, on a détruit mon passé* ». Et madame la sénatrice d'ajouter que tout était dit dans cette phrase.

Cette affirmation interpelle effectivement car il est permis de supposer que le « on » désigne les puissances occidentales. Or, jusqu'à preuve du contraire, c'est une guerre entre musulmans sunnites et chiites qui ensanglante les deux capitales, guerre qui s'accompagne de milliers de victimes et de destructions de grande ampleur par attentas ou bombardements.

Cette affirmation n'est en fait que l'illustration de la méconnaissance de treize siècles d'histoire du monde arabo-musulman. Ce « jeune » fait de ces deux capitales son passé, ses racines.

Mais sait-il seulement que la dynastie omeyyade du clan de Abd al- Chams qui avait fait de Damas sa capitale fut massacrée en 750 par le clan de Hachim qui regroupait alors Abbasides et Chiites ? Un seul en réchappa, Abd al-Rahman, petit fils du dernier calife omeyyade Hicham, qui fondera l'émirat de Cordoue.

Sait-il que la dynastie abbasside s'empressa dès le second calife, Al-Mansour, de construire une nouvelle capitale, Bagdad ? Bagdad qui sera détruite cinq siècles plus tard en 1258 par les Mongols, sa population massacrée.

Sait-il, ce « jeune », que pendant ces cinq siècles et les suivants, les dynasties et les capitales se sont multipliées au fil des guerres et des conquêtes ? Fez fondée en 809 par la dynastie Idriside, plus tard capitale des Berbères de la dynastie des Marinides (1195-1465), Mahdiya au sud de Tunis en 920, capitale des Fatimides, Marrakech, capitale des Almoravides en 1068, puis des Almohades en 1147 (Berbères de l'Atlas marocain), Le Caire capitale des Mamluks (1249-1517), ces anciens esclaves devenus une aristocratie militaire qui régna sur l'Egypte, la Syrie et la Palestine. Et n'oublions pas l'empire ottoman qui s'étendra sur les Balkans et les pays arabes, ses deux grands rivaux étant l'empire chiite safavide (1501-1732) d'Iran et l'empire sunnite des grands Moghols (1526- 1806) de l'Inde.

Ce jeune homme, est-il bien certain que son passé se trouve à Damas ou Bagdad ? Ses racines ne sont-elles pas à rechercher chez les Berbères, chez les Perses, ou chez les Turcomans

nomades ou les Mongols ? Il est vrai que ce vide culturel n'est pas de son fait, l'Histoire des peuples et des nations étant un peu plus chaque jour simplifiée dans les programmes de l'Education nationale, tout comme l'histoire des religions et surtout du fait religieux interdit d'enseignement au nom de la laïcité. Cette position dogmatique, source d'inculture, cette méconnaissance conduit malheureusement une grande partie de notre classe politique à se lancer dans des affirmations ou des déclarations réductrices à des fins médiatiques. Et surtout, elle laisse le champ libre à l'idéologie djihadiste.

« *Reconstruire l'Islam de France* », tel était le titre de l'article principal, interview du Premier ministre. Or à aucun moment je n'ai trouvé ce verbe « reconstruire » dans ses déclarations, terme qui signifierait qu'il y eut une époque où existait un Islam de France. « *Ce qui est posé, c'est la question de la construction de l'Islam de France* » dit en vérité Manuel Valls. Et de parler de chantier, de remise à plat, de la création en France d'un pôle d'excellence européen dans l'enseignement de la théologie musulmane afin de démontrer « que l'Islam est compatible avec la démocratie ». On ne peut que souscrire à un tel projet, mais un projet d'une ampleur sans précédent si l'on veut bien faire un retour sur l'histoire du monde arabo-musulman, car il s'agirait d'établir les bases d'un nouveau courant religieux sunnite voire d'un courant politico-religieux en France. En effet, tout au long de l'histoire de la civilisation arabo-musulmane, se pose le problème de la détention du pouvoir inséparable de la religion et de ses obligations. Le théologien Bagdadi disait déjà en 1037 : « *Il faut à la tête de la communauté un calife ou imam pour faire respecter les dispositions de la loi religieuse* ». C'est toujours le cas de nos jours dans la quasi-totalité des pays arabo-musulmans

La situation actuelle n'est pas s'en rappeler celle du début du IXème siècle à Bagdad où, avec l'appui du calife al-Mamoun, *le mutazilisme* devint en 827 et pendant une trentaine d'années la doctrine théologique officielle. Elle professait l'usage de la raison individuelle, le libre arbitre et surtout le dogme du Coran créé. Elle portait un grand intérêt à la philosophie grecque, mais s'est heurté aux traditionalistes et à l'école juridique hanbalite qui finirent par l'emporter avec l'avènement du calife al-Mutawakkil (847-861). Ce retour du Coran incréé s'est accompagné de la primauté de *l'ijma*, c'est-à-dire de l'avis unanime de la communauté (*oumma*) contre l'autorité du calife, le sunnisme étant avant tout une doctrine de regroupement communautaire. Or la loi française ne reconnaît pas la communauté, mais seulement la citoyenneté.

Et comme illustration de la quadrature du cercle, il est bon de rappeler que pendant 132 ans d'Algérie française, le législateur s'est heurté, malgré plusieurs tentatives (Sénatus-consulte du 14 juillet 1865 par Napoléon III, loi du 14 février 1919, projet Blum-Violette de 1936, ordonnance du 7 mars 1944, loi du 7 mai 1946), à la question complexe de la nationalité, étendue dès 1834 à tous les « indigènes », et de la citoyenneté. Si avec le décret Crémieux du 24 octobre 1870, il a supprimé le statut personnel des Israélites français et leur a imposé le statut personnel des citoyens français, il n'a pu finalement par l'article 75 de la Constitution de 1958 que reconnaître la coexistence de deux communautés.

Ces références historiques montrent l'ampleur du problème posé pour un Islam de France, expliquent la discrétion du CFCM et la coquille vide que reste la Fondation pour les Œuvres de l'Islam de France (FOIF) créée par le Premier ministre de Villepin en 2005. On vient sans doute volontairement de la discréditer définitivement en évoquant la possibilité de nommer à sa tête un ancien ministre symbole de la laïcité la plus affirmée. Serait-il acceptable de voir nommer à la tête des Chantiers du Cardinal, association reconnue d'utilité publique, ce même

ancien ministre ? Gageons que, malgré le volontarisme du Premier ministre, clairement désavoué, il a été décidé de repousser ou de laisser à d'autres, après la présidentielle, le traitement du dossier.

En France, si l'on se réfère aux deux articles du *Journal du Dimanche*, il s'agirait en fait de fondre la foi musulmane dans la laïcité de la même façon que le fut la foi chrétienne pour faire émerger non pas un Islam de France, mais un Islam en France. Mais pour cela, il faut appliquer à l'Islam la loi de 1905 et ses aménagements. L'UOIF est constituée en associations loi de 1901. Faut-il lui imposer l'obligation de s'organiser en associations culturelles, voire en congrégations, comme les autres « églises » conformément aux associations culturelles qui ont pour objet statutaire de subvenir aux frais, à l'entretien et à l'exercice du culte ?

La construction des mosquées revient sans cesse dans les débats pour éviter les ingérences extérieures. L'Etat, c'est-à-dire l'ensemble de la communauté française devrait-il, sous une forme à définir (dons avec réduction d'impôt, subventions etc.), participer à la construction de mosquées ? Contre un cahier des charges ?

On pourrait multiplier les questions, mais monsieur Gérard Darmanin, maire de Tourcoing, le fait remarquablement, avec des propositions, dans un plaidoyer dédié à son grand-père, l'adjudant-chef Moussa Ouakid du 13^{ième} RTA, consultable sur la toile : plaidoyerpourunislamfrancais.fr. Sans aucun doute ce qui a été écrit de plus lucide et de plus constructif sur le sujet pour le grand public, tout en sachant que l'obstacle principal résidera pour l'Islam très majoritairement sunnite en France dans *l'ijma* compte tenu des ingérences étrangères et des différentes écoles juridiques présentes, essentiellement hanafite (Turquie) et malékite (Maghreb), mais aussi hanbalite dont est issu l'islam radical qu'est le wahhabisme ou salafisme (Moyen-Orient et Sahel).

Les différentes sensibilités d'origine arabo-musulmane en France sont dans une situation fragile et complexe et sous la menace de fractures culturelles et générationnelles entretenues et accentuées par des éléments radicalisés engagés dans une stratégie de rupture avec la société occidentale, française en particulier. Les revendications et provocations vont se multiplier, ponctuées de temps à autre d'attentats afin de provoquer l'amalgame avec la majorité des musulmans qui veulent vivre en France leur religion de manière apaisée. Aussi, plus que jamais, les médias et les politiques doivent raison garder et ne pas se jeter sur le moindre chiffon rouge lancé dans l'arène. Evitons de transformer les appartenances communautaires en « *identités meurtrières* [\[1\]](#) » et cherchons plutôt à « *les englober dans une identité nationale redéfinie, élargie* ».

Henri PONCET
Officier général (2S)

Pour télécharger le libre propos, cliquez sur le PDF ci-dessous.



LIBRE PROPOS du Colonel (er) Michel NOUAILLE – DEGORSE : En finir avec le terreau du djihadisme.

Posté le lundi 22 août 2016



Ne nous leurrions pas : les attentats qui ont ensanglanté notre pays ne sont pas probablement pas à la veille de s'arrêter. Nos gouvernants doivent en prendre conscience, eux et leurs prédécesseurs sont responsables. D'année en année, ils ont confectionné sur notre sol un terreau propice au développement du djihadisme, un excellent terreau à en juger par les résultats. Certains imaginent obtenir la paix par l'organisation d'un islam de France, ou encore par le versement de subventions et par des avantages spécifiques facilitant l'exercice de ce culte. Foin de tout cela !

Le problème est dans le terreau, ce terreau, suite à l'attentat du Bataclan, un certain ministre le voyait dans une défiance que nous aurions laissée s'installer à l'égard des musulmans au sein de notre société. Plus récemment, un député communiste le reliait aux trafics de drogue, d'armes et de misère endémique.

Ces explications sont courtes, trop courtes, indignes de qui assume ou prétend assumer des responsabilités politiques. Les composants du terreau en cause sont autrement nombreuses et de façon générale, d'une toute autre nature, à savoir principalement :

- L'acceptation que des citoyens français puissent aussi être citoyens d'un pays étranger, c'est ignorer que "nul ne peut servir deux maîtres",
- l'acceptation d'une immigration "communautariste" et non plus "intégrative",
- l'acceptation qu'il y ait des zones de non droit sur certaines parties de notre territoire,
- l'acceptation qu'en certaines enceintes, un enseignement se fasse sur la base d'un livre contenant des appels au meurtre,
- un système éducatif détruisant nombre de jeunes en les faisant monter de classe en classe sans qu'ils aient le niveau nécessaire,
- un enseignement dévalorisant systématiquement l'Histoire de France,
- d'officielles prises de position anti-racistes à effets pervers, des Droits de l'Homme transformés en une religion autorisant d'ignorer les droits de l'autre,
- un code juridique "pousse-au-crime" par son laxisme débridé,
- des juges farcis de bons sentiments et d'une candeur d'enfant de chœur,
- enfin quelques autres facteurs que cet inventaire à probablement omis.

Rappelons-nous : le chauffeur qui a décapité son patron, ce n'était pas parce qu'il était chômeur, quant à cet assassin de Saint Etienne du Rouvray, il avait son lieu de prière tout près de l'église du prêtre qu'il a égorgé. En regard de tous les attentats récemment commis, le non accès au marché du travail ou encore le manque de lieux de prière, ce sont des questions d'importance seconde. Les traiter n'est pas sans intérêt. Mais si c'est dans l'intention de mettre fin au djihadisme, c'est poser un emplâtre sur une jambe de bois.

Tant que le terreau restera ce qu'il est, la récolte ne changera pas. Le rendre propice à notre "*vivre ensemble national*", voilà ce que nos gouvernants devraient proposer. La France a besoin de vrais jardiniers, non d'amateurs pétris d'idéologie.

Sans mesures de bon sens, point de salut.

*Michel NOUAILLE – DEGORSE
Colonel (ER)*

Source : www.Officierunjour citant le Courrier de l'Ouest

ARMEMENT : Le Royaume-Uni commande un troisième drone Zephyr-S.

Posté le mardi 23 août 2016



Le ministère de la défense britannique a annoncé le 17 août 2016 la commande d'un troisième drone Zephyr-S dans le cadre d'un contrat de 13M£ attribué à Airbus Defense & Space.

En février 2016, le ministère de la défense britannique avait commandé deux premiers Zephyr S.

Le drone Zephyr est un pseudo satellite ou drone stratosphérique. Il sera capable de voler pendant 45 jours à une altitude de 70 000 pieds et d'effectuer à la fois des missions normalement confiée à un drone classique mais aussi aux satellites. Un rapport

parlementaire français de 2014 expliquait l'intérêt de ce type de véhicule: « *Entre le drone Male (Moyenne altitude longue endurance) ou Hale (Haute altitude longue endurance) et le satellite, la plateforme stratosphérique géostationnaire pourrait permettre la permanence de la surveillance avec une qualité d'image supposée supérieure à celle d'un satellite et une discrétion plus importante que les différentes catégories de drones* ».

Le Zephyr a été développé à l'origine par Qinetiq avant que l'activité ne soit rachetée par Airbus en mars 2013. Le démonstrateur Zephyr 7 a effectué son premier vol dans la foulée. L'appareil détient à ce jour le record d'autonomie pour un plus lourd que l'air, avec un vol de quatorze jours sans ravitaillement, soit dix fois plus que tout autre type d'avion. Airbus affirme détenir aujourd'hui au moins deux ans d'avance sur ses concurrents dans le domaine des pseudosatellites.

Alors que le Zephyr 7 fait 18 à 23 mètres d'envergure, le Zéphyr 8, qui est en cours de développement, devrait faire 26 mètres d'envergure et pourra emporter une charge utile de 5 kg. Airbus cherche à doubler la capacité d'emport du futur véhicule. Le Zephyr-S sera la version produite en série du Zephyr 8.

Des essais d'un démonstrateur opérationnel du Zephyr-S sont prévus pour 2017. Les Zephyr-S seront construits par Airbus DS au Royaume-Uni à Farnborough. La commande d'un troisième véhicule permettra de conduire des essais simultanés de deux appareils a annoncé le ministère de la défense britannique.

Emmanuel HUBERDEAU



Radar TruSpeed SE. Crédit : DR.

Un radar de poche testé chez les gendarmes

23 août 2016 [A la une](#), [Opérationnel](#) [Laisser un commentaire](#) 15 Vues

Un nouveau radar laser compact et léger nommé « TruSpeed SE » est testé actuellement par les gendarmes du Loir-et-Cher. Simple à mettre en œuvre, l'appareil fait déjà l'unanimité.

Ce cinémomètre fabriqué par la société américaine Laser Technology Incorporated est distribué et adapté pour la première fois en France par la société Mercura, basée à La-Chaussée-Saint-Victor (Loir-et-Cher).

L'appareil fait 13 cm et 500 g, soit la taille d'un appareil photo de type réflex. Il possède un zoom capable d'agrandir les images jusqu'à sept fois, ce qui permet de voir si le conducteur téléphone au volant ou a mis sa ceinture de sécurité, avec incrustation des données en temps réel. Ce nouveau radar est également doté d'un système permettant de le jumeler avec un smartphone pour afficher en temps réel les données à exploiter.

L'homologation du TruSpeed SE a été publiée par le Laboratoire national de métrologie et d'essais (LNE) le 2 mars 2016. Le radar est notamment homologué pour évaluer des vitesses allant jusqu'à 300 km/heure à une portée allant jusqu'à 640 mètres.

3.800 euros au lieu de 4.900 euros pour l'UltraLyte

« L'avantage de cet appareil est sa mise en œuvre, il peut être inséré dans une poche, une sacoche ou encore sur une moto », explique à « L'Essor » Christophe Charruault, responsable marketing de Mercura. Facile d'emploi, le radar fonctionne avec de simples piles du commerce.

Polices municipales et escadrons départementaux de sécurité routière (EDSR) de la Gendarmerie souhaitent déjà s'en équiper. L'autonomie de ce radar de poche n'est que de 12 heures (20 heures pour le radar UltraLyte, majoritairement utilisé par les forces de l'ordre). Son prix, en revanche, est de 3.800 euros (4.900 euros pour l'UltraLyte LR).

Nathalie DELEAU

mardi 23 août 2016

A l'ancienne

Si en France, les bordaches embarquent sur un BPC pour leur Jeanne d'Arc, en Argentine, les élèves officiers sont formés, en cinquième et dernière année sur le Libertad, un magnifique trois-mâts qui appareille ce matin de Toulon, après une escale de quatre jours, pour le port de Rome.

Ce voilier à coque métal porte environ 130 élèves avec quelques non-argentins (tous sud-américains excepté, quelques jours cette année, un Français, embarqué en Irlande), pour un total de 354 occupants, dont 10% de femmes quand même. Ce voilier détient le record de la traversée la plus rapide de l'Atlantique nord (2052 NM) en huit jours et 12 heures.



Publié par mamouth leader à [8/23/2016 09:02:00 AM](#)



La « Languedoc » devrait d'abord participer au salon Defsec, les 7 et 8 septembre, puis embarquer des journalistes et responsables canadiens. (Photo : Jean-Marc Tanguy)

La Fremm « Languedoc » partie en soutien export au Canada

Publié le 23/08/2016 17:22

La dernière frégate multimission (Fremm) reçue par la Marine nationale est partie en soutien export (soutex) au Canada, où le besoin pour 12 frégates très armées s'est accéléré ces dernières semaines.

L'appel d'offres ne devrait plus tarder, permettant aux industriels, dont le français DCNS, de connaître précisément le besoin canadien. Fort de ses expériences brésilienne, singapourienne, indienne, malaisienne, égyptienne et bientôt australienne, DCNS devrait pouvoir défendre sans difficulté sa capacité en matière de savoir-faire.

Mais la principale difficulté reste que la France est peu implantée sur place : comme en Australie, c'est Thales qui est le plus solidement installé après avoir racheté des entreprises locales. Autre difficulté, les achats canadiens en France sont extrêmement modestes... comme ceux de la France au Canada.

Le Canada représente sans doute une des dernières possibilités d'exporter la Fremm, dont le bilan reste modeste : seulement deux clients exports (Égypte et Maroc) et une série française réduite de 19 à huit navires.

Selon la nature des besoins réels du Canada, DCNS pourrait aussi proposer sa future frégate de taille intermédiaire. Un dossier qui avance pour l'instant moins vite que prévu, en France.



Construit en 2003 à Saint-Nazaire, le « Crystal Serenity » est bien plus gros que les paquebots polaires de Ponant qui ont déjà emprunté à deux reprises le passage du Nord-Ouest. (Photo : DR)

Passage du Nord-Ouest : la croisière très médiatique du « Cristal Serenity »

Publié le 23/08/2016 15:10 | Mis à jour le 23/08/2016 17:47

Oublié le précédent réalisé en 2013 par le **Soléal**, paquebot français de la compagnie Ponant qui a d'ailleurs récidivé en 2015 en compagnie de son jumeau **Boréal**. La planète médiatique n'a d'yeux que pour la croisière du paquebot **Cristal Serenity** qui doit rallier Anchorage, en Alaska, à New York en empruntant le même passage du Nord-Ouest dans l'océan glacial Arctique.

Si cette croisière, qui a démarré le 17 août, éveille tant de curiosité mêlée de crainte, c'est qu'il s'agit d'un navire bien plus gros que les paquebots d'expédition de Ponant. Livré en 2003 par le chantier STX de Saint-Nazaire, le **Crystal Serenity** (de la compagnie Crystal Cruises) affiche 68 870 tonnes de jauge brute, une longueur hors tout de 295 mètres pour 32 mètres de large, et une capacité de 1 070 passagers et 665 membres d'équipages.

Les dimensions des quatre paquebots polaires identiques de Ponant sont bien plus modestes et finalement mieux adaptées à la navigation sinueuse dans ce mythique passage du Nord-Ouest : 10 950 tjb, 142 mètres de long et 18 de large, avec seulement 264 passagers et 139 membres d'équipage.

Symbole climatique

Naviguant actuellement à l'entrée du détroit de Béring, le **Crystal Serenity** est devenu dans la presse nord-américaine un symbole controversé du réchauffement climatique. Le malheur des uns faisant le bonheur de touristes fortunés qui ont déboursé la bagatelle de 17 000 euros pour goûter ce grand frisson.

Classé par le Lloyd's Register avec une notification ice class 1 D pour sa coque lui permettant de naviguer dans des conditions de glace très légère, le **Cristal Serenity** a déjà navigué à plusieurs reprises dans les parages de la péninsule Antarctique. Le passage du Nord-Ouest est bien plus compliqué et a nécessité une préparation de deux ans. Pour ce périple hors norme, le navire est d'ailleurs escorté durant 32 jours par le brise-glace canadien **Ernest Shackleton**.



Le « CMA CGM Vasco de Gama » a été livré en 2015. (Photo : Creative Commons/Wikipédia)

Le « CMA CGM Vasco de Gama » victime d'un bref échouement

Publié le 23/08/2016 18:42 | Mis à jour le 23/08/2016 18:50

Le porte-conteneurs géant **CMA CGM Vasco de Gama** s'est échoué durant une demi-heure devant Southampton le 22 août vers minuit.

Mésaventure pour le **CMA CGM Vasco de Gama**, en provenance d'Algésiras, qui s'est échoué le 22 août vers minuit alors qu'il s'apprêtait à escaler à Southampton. La compagnie indique que le **CMA CGM Vasco de Gama** « a brièvement touché le fond lors de ses manœuvres d'approche du port de Southampton, réalisées en présence des pilotes portuaires. Trente minutes plus tard, le navire était dégagé puis escalait normalement au port. Une inspection sous-marine du navire a été réalisée, aucun dégât n'a été constaté. » Les causes de l'échouement ne sont pas indiquées. Il a eu lieu dans le Solent, ce bras de mer séparant la côte britannique de l'île de Wight, réputé pour ses courants de marée puissants et ses bancs de sable, ayant déjà causé de nombreux échouements. Les autorités locales indiquent que le trafic n'a pas été perturbé.

Lorsqu'il a été livré à CMA CGM en 2015, le **Vasco de Gama** était le plus grand navire du groupe ainsi que le plus grand porte-conteneurs construit par un chantier chinois. Il possède une capacité de 18 000 EVP, mesure 399 mètres de long par 54 de large, 184 000 tpl et 16 mètres de tirant d'eau.

vigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies conformément à notre politique de données personnelles. [En savoir plus ?](#)

[Aller au contenu principal](#)

- [Shipping](#)
- [Chantiers navals](#)
- [Pêche](#)
- [Énergies marines](#)
- [Défense](#)
- [Environnement](#)
- [Oil & Gas](#)
- [Nautisme](#)
- [Formation](#)
- [Nominations](#)
- [Galleries](#)

1. [Accueil](#)
2. [Défense](#)
3. [Un sous-marin américain se cogne à l'un de ses navires d'escorte](#)



Le « HOS Eagleview », qui a la particularité d'être équipé de plaques de blindage pour protéger les sous-marins en transit, a heurté l'un d'entre eux, le « USS Louisiana ». (Photo : US Navy)



Un sous-marin américain se cogne à l'un de ses navires d'escorte

Publié le 23/08/2016 17:49

L'US Navy examine les circonstances d'une collision fâcheuse entre un navire de soutien et un sous-marin nucléaire lanceur d'engins de la classe Ohio.

La collision s'est produite le jeudi 18 août à 6 h dans le détroit de Juan de Fuca, à la frontière du Canada et des États-Unis, dans l'État de Washington, sous la presqu'île de Vancouver. C'est l'accès maritime de la région de Seattle et donc de la base navale de Kitsap (ex-base de Bangor), l'une des deux bases des sous-marins lanceurs d'engins de l'US Navy avec celle Kings Bay, Georgie, pour la côte atlantique.

Lors de ce qui est décrit comme « **une manœuvre de routine** », très vraisemblablement un simple transit dans cet accès resserré, le sous-marin nucléaire lanceur d'engins **USS Louisiana** est entré en collision avec un navire de service de la flotte auxiliaire, le **HOS Eagleview**. Il n'y a pas eu de blessé et les deux navires ont rejoint leur base respective par leurs propres moyens. Des dégâts sont signalés sur l'avant tribord du sous-marin et sur l'arrière bâbord de l'**Eagleview**.

Ce dernier est l'un des navires acquis l'an dernier par l'US Navy, opérés par la compagnie privée Hornbeck Offshore et qui sont les navires d'assistance des sous-marins. Ces navires ressemblent à des supply vessels classiques mais ont la particularité, le long de leur plage arrière, d'emporter de hautes plaques de blindage qui leur permettent, en naviguant de part et d'autre des SNLE, de les protéger de tout tir depuis la terre lors de leurs transits.

23-08-2016

Le préfet Yann Jounot sera le prochain coordonnateur national du renseignement

Posté dans [Renseignement](#) par [Laurent Lagneau](#) Le 23-08-2016
[inShare23](#)



En juillet, Didier Le Bret, l'actuel coordonnateur national du renseignement (CNR), a fait savoir qu'il quitterait prochainement ses fonctions pour se présenter, sous les couleurs du PS, aux élections législatives de 2017 dans la 9e circonscription des Français de l'étranger. Restait alors à savoir qui allait le remplacer.

La réponse a été donnée le 22 août, à l'issue du premier Conseil des ministres de la rentrée. Ainsi, ce sera donc l'actuel préfet des Hauts-de-Seine, Yann Jounot, 57 ans, qui sera le prochain CNR. Il prendra ses fonctions à compter du 1er septembre. Depuis le début de ce quinquennat, ce poste aura changé quatre fois de titulaire, le préfet Ange Mancini, nommé par la précédente majorité, ayant été remplacé en 2013 par Alain Zabulon, lequel a cédé sa place, deux ans plus tard, à Didier Le Bret.

Énarque (promotion Fernand Braudel), le Yann Jounot a commencé sa carrière en tant que directeur de cabinet du préfet de la Drôme en 1987, puis a rejoint le cabinet civil du ministre de la Défense, qui était alors Pierre Joxe, entre 1991 et 1993. Après plusieurs postes occupés au ministère de l'Intérieur, il a notamment été préfet délégué pour la sécurité et la défense de la zone de défense Est avant d'être nommé Directeur de la planification de sécurité nationale, puis [Directeur de la protection et de la sécurité de l'Etat](#) au Secrétariat Général de la Défense et de la Sécurité Nationale.

En octobre 2013, le préfet Jounot a remis au Premier ministre [Jean-Marc Ayrault à l'époque, ndlr] un [rapport](#) sur la « prévention de la radicalisation », dans lequel il a dressé un constat

sévère sur « les dispositifs alors en place » tout en déplorant l'absence de « stratégie d'action préventive (...) à l'égard des personnes détectées pour les aider à sortir du processus. »

Pour rappel, la mission du CNR est de coordonner l'action des différents services de renseignement français et de s'assurer de leur bonne entente tout en leur transmettant les directives de l'exécutif. Son rôle, qui pourrait être encore renforcé en lui donnant une capacité d'arbitrage budgétaire, est donc particulièrement important dans ce contexte marqué par la menace jihadiste.

En savoir plus sur <http://www.opex360.com/2016/08/23/le-prefet-yann-jounot-sera-le-prochain-coordonnateur-national-du-renseignement/#diCbrUxOFgDR6Grt.99>

23-08-2016

Le retour du service national pourrait être un enjeu de la prochaine élection présidentielle

Posté dans [Politique de défense](#) par [Laurent Lagneau](#) Le 23-08-2016
[inShare](#)1



En 1995, un jeune homme devant faire ses « trois jours » (qui dureraient en réalité qu'une demi-journée) trouvait le centre de sélection d'une ville de province où il était convoqué en chantier, avec l'installation d'un portail commandé à distance, la mise en place d'un sas de sécurité au poste de garde et la construction d'un bâtiment devant abriter des cabines dites « Espace » dans lesquelles ceux qui le suivraient dans les mois à venir passeraient leurs tests. Au des travaux, il pouvait alors raisonnablement penser que la fin de la conscription n'était pas pour demain.

Et cela d'autant plus que, un an plus tôt, le [Livre blanc sur la Défense](#) estimait que « la conscription, par le potentiel qu'elle recèle, est et sera en mesure de fournir les ressources humaines qui rendront possible le format des armées permettant de faire face, avec l'ensemble de ces moyens, aux risques du futur. » Qui plus est, le texte soulignait également son « rôle important pour la défense du territoire » et sa contribution « à la lutte contre les exclusions ».

D'ailleurs, le ministre de la Défense, qui était à l'époque François Léotard (UDF), avait enfoncé le clou. « Je crois que, dans un pays actuellement troublé dans son identité, doutant d'une certaine manière de son Histoire, de sa cohésion et de sa pérennité, supprimer ce qui, après l'école, reste un fondement d'intégration sociale et nationale, serait commettre une

imprudence. L'armée de conscription c'est aussi un outil civique » avait-il déclaré, en qualifiant le service militaire « d'impôt sur le temps ».

En matière d'impôt, [le programme](#) de Jacques Chirac pour l'élection présidentielle prévoyait d'alléger la fiscalité. Et il ne prévoyait pas la fin du Service national. Au plus était-il promis une « réflexion » sur son évolution et sa durée. Une fois à l'Élysée, l'ancien patron du RPR surprit tout le monde en annonçant son intention de suspendre la conscription ainsi qu'un « grand débat » sur ce sujet.

Ce grand débat promis n'eut pas lieu, ce que déplora le rapport d'information « La France et son service », dit « rapport Seguin ». Et tout le monde accepta la fin annoncée du Service national, dont beaucoup, à l'époque, estimaient qu'il était une « perte de temps ». Cela dit, la suspension de la conscription ne manquait pas d'arguments : l'URSS venait de disparaître et les engagements militaires allaient être davantage tournés vers l'extérieur. En clair, il fallait une armée professionnelle dans laquelle les appelés du contingent n'avaient plus leur place. Quant au « creuset républicain », il était mis à mal par les dispenses, les exemptions, voire même les formes de service civil.

Quoi qu'il en soit, la décision prise, les armées ont dû se restructurer. Des dizaines de régiment roulèrent leurs étendards et drapeaux tandis que les collectivités locales s'emparèrent des casernes devenues vides souvent pour le franc symbolique. La réduction du format des forces (doux euphémisme) continua par la suite, avec, en 2008, la dissolution de nombreuses unités et la disparition d'autant de garnisons.

Et puis, vinrent les attentats de 2015. Peu avant, certains responsables politiques, inquiets de la disparition de ce creuset républicain qu'était le service militaire, avaient parlé de rétablir la conscription, sans toutefois donner de suite. Mais désormais, ils sont désormais nombreux à vouloir, sous une forme ou une autre, à la remettre au goût du jour.

À droite, sur les 13 candidats déclarés de la primaire, seulement 3 (Bruno Le Maire, Alain Juppé, François Fillon) ont clairement fait connaître leur opposition au retour de la conscription. Pour les autres, du moins ceux qui ont exprimé leur point de vue sur ce sujet, il y a des variantes. Ainsi, Hervé Mariton a parlé d'un service civique obligatoire (excluant donc tout retour sous les drapeaux).

Quant à Nathalie Kosciusko-Morizet, très au fait des questions de défense, elle s'est dit [favorable](#) à un service militaire ou civique obligatoire. Même chose [pour Jean-François Copé](#). Autre candidat, Jacques Myard [n'est pas hostile](#), sur le fond, au retour de la conscription (cela « mérite un examen attentif », a-t-il dit) mais il préférerait une garde nationale constituée de volontaires de 18 à 40 ans pour des missions de surveillance.

Dernier candidat déclaré en date, Nicolas Sarkozy met en avant l'idée qui, présente dans le programme du parti qu'il dirigeait jusqu'à présent, consisterait à rendre obligatoire un service militaire adapté pour les 100.000 jeunes qui sortent chaque année du système éducatif sans diplôme.

Enfin, il y a les candidats qui sont franchement pour un retour de la conscription, comme Henri Guaino, Nadine Morano (du moins l'a-t-elle [laissé entendre](#)) ou encore Jean-Frédéric Poisson. « Ce service comportera une forte composante militaire, dans la seule limite des capacités d'accueil des armées. Il aura également pour mérite de restaurer les conditions d'un

brassage social, si nécessaire dans un pays divisé, de constituer un rite de passage et un moyen d'accès à l'autonomie, et enfin d'apprentissage de la discipline », a toutefois précisé ce dernier.

À gauche, parmi les candidats déclarés, Arnaud Montebourg a fait parler de lui, le week-end dernier, en proposant le rétablissement d'un « service national, civil, et militaire, égalitaire et universel (...) obligatoire pour une durée de six mois ». Même chose pour Marie-Noëlle Lienemann, qui a signé en ce sens [une pétition](#) en ce sens lancée il y a quelques mois par une députée proche de Jean-Pierre Chevènement.

Quant à Jean-Luc Mélenchon, il ne parle pas de service national obligatoire mais [souhaite](#) que « tous les jeunes Français, et toutes les jeunes Françaises soient appelés à participer à ce qu'on appellera soit une garde nationale, soit une garde républicaine ». Ce qui revient un peu au même.

Au Front national, le retour de la conscription est aussi à l'ordre du jour. Sa présidente (et candidate en 2017), a en effet proposé l'instauration d'un « service à la nation militaire et obligatoire » de trois mois, susceptible de conditionner l'obtention de prestations sociales.

Tout cela est bien joli et flatte l'électorat qui, à une large majorité (plus de 80%) se dit favorable au retour une conscription qui n'avait pas forcément bonne presse au moment de sa suspension. Seulement, aucun des candidats qui disent vouloir restaurer le service national ne précise comment il s'y prendrait.

Une telle mesure a évidemment un coût – environ 5 milliards d'euros par an pour l'estimation la plus haute – et les structures qui existaient du temps de la conscription ont disparu. Il faudrait donc recréer une chaîne du service national, ce qui n'est pas le plus difficile, remettre en place des centres de sélection, équiper les conscrits (il est question d'accueillir 800.000 jeunes par an) et disposer de l'encadrement nécessaire en puisant nécessairement dans les unités opérationnelles qui ont besoin de leurs officiers et sous-officiers les plus expérimentés. Et les armées n'ont plus les casernes et les bases indispensables pour mettre en oeuvre un tel projet (à moins de les racheter aux collectivités auxquelles elles ont été vendues?).

Bref, si séduisant soit-il, le retour de la conscription ne paraît pas très réaliste au regard des conditions actuelles : il fallait y penser avant sa suspension, car maintenant, il est trop tard. À moins que des réponses soient apportées lors des débats de la prochaine campagne électorale.

En savoir plus sur <http://www.opex360.com/2016/08/23/le-retour-du-service-national-pourrait-etre-enjeu-de-la-prochaine-election-presidentielle/#crJP1u5qQuLLICh3.99>

23-08-2016

Nouvelle mise en garde musclée adressée à Damas par Washington

Posté dans [Forces aériennes](#), [Moyen-Orient](#), [Opérations](#) par [Laurent Lagneau](#) Le 23-08-2016
[inShare](#)



La semaine passée, l'aviation syrienne a bombardé, pour la première fois depuis mars 2011, des positions tenues par des forces kurdes dans la ville de Hassaké, dans le nord de la Syrie, alors impliquées dans de violents combats contre une milice pro-régime. D'après un responsable local, cité par l'AFP, ces frappes étaient un « avertissement » envoyé aux Kurdes pour qu'ils « ne prennent pas leur rêve d'autonomie pour une réalité ».

Seulement, des forces spéciales américaines sont présentes aux côtés des combattants kurdes, qui, au sein des Forces démocratiques syriennes, sont aussi en première ligne contre les jihadistes de l'État islamique. D'où l'intervention directe d'avions de la coalition anti-EI dirigée par les États-Unis à Hassaké afin de prévenir toute nouvelle frappe du régime.

« Nous avons clairement montré que les appareils américains défendraient les troupes au sol si elles étaient menacées », a commenté, le 19 août, le capitaine de vaisseau Jeff Davis, un porte-parole du Pentagone.

C'est ainsi que, après un second bombardement contre les forces kurdes à Hassaké, deux avions syriens de type Su-24 ont été [dissuadés](#) de continuer leur mission des F-22 Raptor présents dans le secteur.

Le 22 août, et alors que les combats continuaient à Hassaké, le Pentagone a adressé une nouvelle mise en garde musclée aux forces syriennes. « Nous allons défendre nos personnels sur le terrain, et faire le nécessaire pour les défendre », a en effet prévenu Peter Cook, un porte-parole. « Nous continuons à conseiller au régime syrien de rester à l'écart de ces zones », a-t-il insisté.

En clair, la coalition serait prête à abattre tout avion qui menacerait ses forces spéciales sur le terrain, et donc, par extension, les miliciens kurdes que ces dernières conseillent.

« Ce n'est pas une zone d'interdiction de survol », a précisé M. Cook au sujet de la région d'Hassaké. « Mais (...) le régime syrien serait bien avisé d'éviter ces zones où les troupes de la coalition opèrent », a-t-il encore ajouté. Et cette mise en garde concernerait également les avions russes. « S'ils menacent les troupes américaines, nous avons le droit de défendre nos troupes », a-t-il dit.

« Nous avons informé les Russes de notre position... Ils nous disent qu'ils ont informé les Syriens. Et je dirais simplement que nous allons nous défendre si nous nous sentons menacés », avait prévenu, la veille, le général américain Stephen Townsend, le nouveau commandant de l'opération Inherent Resolve.

En juillet, le Wall Street Journal [avait en effet révélé](#) que, un mois plus tôt, un poste utilisé par les forces spéciales américaines et britanniques dans le sud de la Syrie fut la cible d'un raid aérien russe.

Cela étant, la situation dans le secteur de Hassaké devrait être plus calme dans les jours à venir, un accord de cessez-le-feu entre les forces kurdes et les troupes gouvernementales syriennes ayant été trouvé ce 23 août, « sous les auspices des responsables militaires russes. »

En savoir plus sur <http://www.opex360.com/2016/08/23/nouvelle-mise-en-garde-musclée-adressée-damas-par-washington/#FHbzHAMXIr3DcSCa.99>

23-08-2016

La Finlande négocie un accord de coopération en matière de défense avec les États-Unis

Posté dans [Diplomatie](#), [Europe](#) par [Laurent Lagneau](#) Le 23-08-2016
[inShare](#)1



Opposée à la Russie lors de la Seconde Guerre Mondiale, la Finlande respecta une stricte neutralité entre les blocs de l'ouest et de l'est par la suite. Et, avec l'implosion de l'URSS, ce pays, qui fut autrefois un territoire russe entre 1809 et 1917, intégra l'Union européenne, comme son voisin suédois. Mais pour l'un comme pour l'autre, il ne fut jamais question de rejoindre l'Otan.

Toutefois, depuis maintenant quelques mois, et avec l'intensification des activités militaires russes dans la région de la Baltique, la question d'une adhésion à l'Alliance atlantique a été [mise sur la table](#), tant à Helsinki qu'à Stockholm. Et cette perspective est loin de réjouir la Russie, qui partage une frontière de 1.500 km avec la Finlande.

En déplacement dans la capitale finlandaise au début du mois de juillet, le président russe, Vladimir Poutine, a prévenu. « Que pensez-vous que nous ferions dans une telle situation? Nous avons reculé nos forces à 1.500 km de la frontière. Vont-elles rester là-bas ? La façon dont ils assurent leur sécurité et leur indépendance est le choix des Finlandais. Mais il est évident que nous apprécions le statut de pays neutre de la Finlande », a-t-il en effet affirmé.

Pour le moment, la Finlande n'envisage pas de rejoindre l'Otan. En revanche, elle compte renforcer sa coopération militaire avec les États-Unis, comme l'a fait, en juin, la Suède.

Selon le ministre finlandais de la Défense, Jussi Niinistö, un accord allant dans ce sens fait actuellement l'objet de discussions. Ces dernières devraient aboutir d'ici l'automne prochain et l'élection présidentielle américaine.

Cet accord « couvrira les domaines où nous travaillons déjà ensemble, comme la formation militaire, le partage de l'information et la recherche », a confié M. Niinistö [à l'agence Reuters](#). Aucune clause d'assistance mutuelle n'est prévue.

Dans son dernier Livre blanc sur la défense, Helsinki dit craindre les visées de son voisin. « La Russie utilise un large éventail d'instruments militaires et non-militaires pour défendre ses intérêts (...). Le recours à la menace ou à la force militaire contre la Finlande ne peut être exclu », indique en effet le document.

Toutefois, les autorités finlandaises cherchent à maintenir un dialogue de haut niveau avec Moscou, au point de recevoir le président russe en juillet (les pays membres de l'UE qui l'ont fait depuis l'annexion de la Crimée, en mars 2014, se comptent sur les doigts d'une main). Enfin, le pays a même [confié la construction](#) de la centrale nucléaire de Hanhikivi au russe Rosatom.

En savoir plus sur <http://www.opex360.com/2016/08/23/la-finlande-negocie-accord-de-cooperation-en-matiere-de-defense-avec-les-etats-unis/#7VIF8EFwJo4JojQy.99>